

ONU soit qui mal y pense

Tribune – Editio - Ndimby A. et Patrick A.- 28/09/09

On ne va pas se réjouir du camouflet subi par Andry Rajoelina à New York. En effet, à cause de cet évènement, qui fut à proprement parler extraordinaire dans l'ambiance d'ordinaire bien huilée et feutrée des Nations unies, c'est le nom de Madagascar qui fit la une de la presse internationale de manière plutôt désagréable. Alors, que l'on soit *zanak'i dada* convaincu ou écrivisse marbrée, la situation était gênante pour tous les Malgaches, qui une fois encore à cause de quelques-uns de leurs politiciens, se retrouvent sur le devant de la scène, et guère à leur honneur.

Ce qui est arrivé Vendredi semble être la résultante d'un triple dysfonctionnement diplomatique :

► au sein de l'ONU, qui dès le mois de Mai, a envoyé une invitation nominative à participer personnellement au sommet sur le changement climatique pour Andry Rajoelina, sans avoir anticipé les oppositions à venir ;

► au sein des membres de la SADC, pourtant bien représentée au sein de la Commission de vérification des pouvoirs avec la présence de la Tanzanie et de la Zambie parmi les neuf membres de cette Commission [\[1\]](#) et qui n'a pas soulevé ses réserves dès le début de l'Assemblée Générale, au cours du point 3 de l'ordre du jour. En se manifestant tardivement, la SADC a pris le risque d'apparaître aux yeux d'une partie de l'opinion malgache comme un très mauvais joueur, qui revient sur un point adopté par l'Assemblée Générale le 18 septembre, alors qu'Andry Rajoelina avait pris la précaution de ne partir à New York que le 19 ;

► à une conduite de réunion calamiteuse, avec des intervenants francophones et arabophones passablement perdus dans des points de procédure provenant du monde anglophone et qui ont provoqué l'hilarité générale. Pour qui a un peu étudié les *Rules of Order* anglo-saxonnes, qui sont décrites très précisément dans plusieurs ouvrages de référence, il était clair, même avant d'avoir lu en détail l'article 71 du règlement intérieur de l'AG de l'ONU, que le déroulement des opérations aurait dû être :

- un membre de la SADC soulève un point d'ordre (infraction au règlement) ;
- en tant que garant du respect du règlement, le Président tranche le point (en évitant de se retrancher derrière un conseiller juridique absent...) ;
- quelqu'un fait appel de l'interprétation du Président, et demande un vote ;
- le vote se fait sur l'appel, et donc dans le cas présent ceux qui ne voulaient pas de Andry Rajoelina votaient Oui [\[2\]](#).
- Les formulations contradictoires de l'objet du vote successivement soumises à l'assemblée ne pouvaient alors que jeter le trouble, et expliquent que contrairement à la logique décrite ci-dessus, le Congo ait voté non et Madagascar oui... Le fait que l'immense majorité des États membres ait prudemment préféré ne pas participer au vote et l'hilarité générale du « reste du Monde » trouvent là leurs principales sources.

Au final, la fierté nationale ne peut que souffrir qu'un sujet aussi grave ait été ainsi traité par-dessus la jambe. Et on peut en vouloir à l'ONU d'avoir privé le pays d'une clarification publique des positions réelles. D'autant que dès le lendemain un autre putschiste s'exprimait devant l'Assemblée Générale de l'ONU sans que personne ne fasse vraiment de chichis. Faut-il en conclure que lorsqu'on ne fait pas partie du G20 mais plutôt du G moins 20, fournir des cibles vivantes fait partie des recommandations pour appartenir à la communauté des nations ?

Ceci étant dit, on ne va pas pleurer non plus. Andry Rajoelina a cherché ce qui a fini par lui arriver. Tout d'abord, en faisant un coup d'État qu'on savait dès le départ voué au rejet de la communauté internationale. Ensuite, parce qu'il s'est assis avec morgue et suffisance sur toutes les propositions de conciliation. Enfin, au mépris d'un minimum de *vista* et de réalisme sur l'analyse des rapports de force, il a recherché à s'imposer le vendredi dans une opération qui avait déjà montré son côté foireux le jeudi. En plus, parler le vendredi était déjà inutile, tous les grands de ce monde étant partis au sommet du G20 à Pittsburgh.

Depuis des mois, nous tentions d'attirer l'attention sur le fait que le contexte international rendait peu probable l'acceptation du régime de transition sous sa forme actuelle. Andry Rajoelina a préféré écouter les

apprentis sorciers qui lui prédisaient que cette reconnaissance viendrait, sur la base de l'expérience de 2002. Or, ce calcul était hasardeux, et l'on ne s'est pas privé de souligner que la prépondérance des Accords de Cotonou et celle des organismes régionaux tels que la SADC étaient devenus des éléments majeurs, alors qu'ils étaient insignifiants en 2002.

Mais Andry Rajoelina a préféré croire que le soutien de la France et ses manoeuvres allaient lui ouvrir les portes de ce qui serait pour lui le Paradis, du moins pour le moment. La Berezina de New York s'explique par cette confiance dans l'appui de la diplomatie hexagonale, mais qui finalement ne s'est pas révélé aussi efficace que cela. On soupçonne également la Libye d'avoir tenté de tripatouiller en coulisses en profitant de la position avantageuse qu'offrait à Ali Treki le poste de Président de la 64ème Assemblée générale.

On apprend par ailleurs que Monja Roindefo, toujours très proactif pour sauver son fauteuil, s'est attaché les services d'une équipe de français (dont Charles Villeneuve, ancien cadre de TF1 et ancien président du Paris Saint Germain). Objectif du Premier ministre : utiliser les compétences et les réseaux de cette équipe « d'experts en relations internationales » et de communicateurs pour présenter « les réalités » du pays, favoriser la reconnaissance internationale et faciliter la reprise des aides. Comme si Ban Ki Moon, Jean Ping ou Robert Zoellick regardaient TF1 ou consultaient les clubs de supporters du PSG avant de prendre leurs décisions ! Il est vrai qu'en cette période de crise économique mondiale, tout marché est bon à prendre, et le Honduras et la Guinée peuvent aussi être intéressants pour ces gens-là. En tous cas, cette nouvelle opération montre que la diplomatie parallèle du Quai d'Orsay (et donc de l'Elysée) est en marche de façon de moins en moins cachée : comme certains, la France jetterait-elle le masque ? Et question subsidiaire : combien cette opération marketing au bénéfice de Monja Roindefo va-t-elle coûter au contribuable ? A moins qu'elle ne soit « subventionnée » par des intérêts économiques français, ou d'autres intérêts économiques actuellement très actifs dans les forêts malgaches...

Cependant, ce soutien hexagonal de plus en plus apparent n'a pas empêché la préparation calamiteuse de ce déplacement à New York. Le discours présenté lors du sommet sur le changement climatique par vidéo au nom de Madagascar a été basé sur un plagiat effectué sans vergogne par celui qui l'a rédigé, et qui a été une véritable honte pour Madagascar, illustrant de manière éclatante par ce copier-coller indélicat, l'amateurisme et la manque de scrupules dans certains cercles. Secundo, la diplomatie malgache a brillé par son inefficacité et son incompétence, se basant sur des chimères pour préparer ce voyage, et non sur les réalités des relations internationales. Et surtout, elle n'a pas assuré par un bon lobbying préalable la sécurité d'un consensus sur l'intervention de Andry Rajoelina, ou au moins n'a pas été capable de jauger la température de l'arène avant de chercher à imposer un forcing.

On ne discutera pas ici des raisons de la combativité de la SADC vis-à-vis d'Andry Rajoelina, mais sous-estimer son poids était une grossière erreur. Dans le contexte, il eut été plus sage de ne pas honorer l'invitation à New York, ou de s'abstenir de figurer dans la liste des orateurs : au moins dans ce dernier cas, son ego aurait pu juste s'émoustiller de figurer sur la photo officielle de la 64ème session de l'Assemblée générale. Et pour ne pas arranger les choses, le journal britannique The Guardian a publié pendant le même laps de temps des accusations de corruption contre un haut responsable de la représentation malgache à l'ONU. Ainsi, ceux que l'actualité encourageait à faire des recherches sur Internet pour en savoir davantage sur les relations entre Madagascar et les Nations Unies, tombaient en plus sur cette information.

La délégation Malgache a quitté New York, et de retour à Paris, a rencontré plusieurs personnalités : les médiateurs du Groupe international de contact, Didier Ratsiraka, et bien entendu les incontournables apparatchiks de l'Elysée et du Quai d'Orsay, le tout à faible distance du gourou de la secte des françafricains, Robert Bourgi. En ligne de mire, la réunion du 6 octobre convoquée par l'Union africaine et la SADC à Antananarivo pour statuer sur le cas malgache.

Sur la base de son expérience désastreuse à New York, quelle posture de l'analyse transactionnelle va adopter Andry Rajoelina d'ici là ? L'enfant, continuant à écouter les conseils de ses mauvaises fréquentations de Madagascar et dans la Françafrique ? Le parent, qui pense avoir raison envers et contre tous, et qui se croit en mesure de donner des leçons de démocratie au monde entier ? Ou l'adulte, qui va enfin se rendre compte que sa stratégie a atteint ses limites, et que ses moyens ont très peu de portée sur la scène internationale : la violence de sa garde prétorienne manifestant une propension lamentable à tabasser, réprimer, intimider et emprisonner ceux qui sont d'un avis divergent ; et une justice dont l'impartialité vient d'être remise en cause par un communiqué du Syndicat des Magistrats. Car ce n'est pas tout le monde qui aime danser sur le *tempo* proposé par l'ex-DJ. Mais au moins, celui-ci a mis l'ambiance et chauffé la salle à New York.

Notes

[1] les autres pays membres de la Commission de vérification des pouvoirs étaient le Brésil, la Chine, l'Espagne, les États-Unis, la Jamaïque, les Philippines et la Russie.

[2] Il aurait alors été très intéressant de voir qui s'abstenait (ce qui aurait dans la pratique été équivalent à voter Non, puisqu'il faut une majorité des votants pour s'opposer à la décision du Président).

[3] Merci de bien vouloir excuser la piètre qualité de la vidéo. Compte tenu de la relative lenteur des connexions Internet disponibles à Madagascar, nos techniciens ont été contraints d'utiliser une très forte compression pour mettre en ligne dans les délais.